

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P)**

**L'acheteur public**

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE  
(Cnam)**

**Objet de l'accord-cadre :**

**Fourniture d'appareils d'automesure tensionnelle (AMT) et prestations associées**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
2.1. Procédure de passation.....	4
2.2. Forme de l'accord-cadre.....	4
<b>ARTICLE.3. VARIANTES ET OPTIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE.4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE.5. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE.6. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE.7. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET DES PRESTATIONS ASSOCIEES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE.8. ARTICULATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE.9. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS .....</b>	<b>5</b>
9.1. MODE DE PASSATION DES COMMANDES AU TITULAIRE.....	5
<b>9.1.1. Pour les appareils destinés aux médecins généralistes .....</b>	<b>5</b>
<b>9.1.2. Pour les appareils destinés aux Centres de santé .....</b>	<b>5</b>
9.2. DELAIS .....	5
<b>9.2.1. Délai de livraison des appareils destinés aux médecins généralistes .....</b>	<b>6</b>
<b>9.2.2. Délai de livraison des appareils destinés aux Centres .....</b>	<b>6</b>
<b>9.2.3. Calendrier d'exécution des prestations.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE.10. MODALITES DE LIVRAISON.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE.11. VERIFICATION, ADMISSION DES FOURNITURES ET TRANSFERT DE PROPRIETE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE.12. QUALITE DES AMT .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE.13. GARANTIES .....</b>	<b>7</b>
13.1. PERENNITE DES LIVRAISONS .....	7
13.2. DUREE DE LA GARANTIE.....	7
13.3. GARANTIE DES VICES CACHES.....	7
13.4. GARANTIE CONTRE LES ACTIONS DES TIERS.....	7
13.5. RESILIATION DE DROIT DE L'ACCORD-CADRE .....	7
<b>ARTICLE.14. Obligations du Titulaire .....</b>	<b>7</b>
14.1. OBLIGATION DE RESULTAT .....	7
<b>14.1.1. Généralités .....</b>	<b>7</b>
<b>14.1.2. En cas de sous-traitance .....</b>	<b>8</b>
14.2. OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE .....	8
<b>14.2.1. Composition de l'équipe du Titulaire.....</b>	<b>8</b>
<b>14.2.2. Changement d'intervenants du Titulaire .....</b>	<b>9</b>
<b>14.2.3. Accès aux sites.....</b>	<b>9</b>
<b>14.2.4. Sécurité informatique.....</b>	<b>10</b>
14.3. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE .....	10
14.4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE – SECRET MEDICAL - SECRET DES AFFAIRES .....	10
14.6. OBLIGATION LIEE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – CLAUSE DE REEXAMEN .....	11
<b>ARTICLE.15. Modification du marché.....</b>	<b>11</b>
15.1. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE .....	11
15.2. CESSION DU MARCHE .....	11
15.3. CLAUSE DE REEXAMEN .....	12
<b>ARTICLE.16. DOCUMENTATION .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE.17. SUIVI STATISTIQUE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE.18. RESPECT DES NORMES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE.19. REFERENCES COMMERCIALES .....</b>	<b>13</b>

<b>ARTICLE.20. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES</b>	<b>13</b>
20.1. CONFIDENTIALITE	13
20.2. CONFLIT D'INTERETS	14
20.3. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	15
<b>ARTICLE.21. PENALITES</b>	<b>16</b>
21.1. PENALITES POUR RETARD DANS LES LIVRAISONS	16
21.2. PENALITES POUR NON-EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE	16
21.3. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	16
21.4. CUMUL DE PENALITES	16
<b>ARTICLE.22. FORME ET CONTENU DES PRIX</b>	<b>16</b>
22.1. GENERALITES	16
22.2. SPECIFICITES RELATIVES AUX COMMANDES EN FRANCE METROPOLITAINE	16
22.3. SPECIFICITES RELATIVES AUX COMMANDES DANS LES DROM	17
<b>ARTICLE.23. AJUSTEMENT DES PRIX</b>	<b>17</b>
23.1. AJUSTEMENT A LA HAUSSE	17
23.2. AJUSTEMENT A LA BAISSSE	17
23.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE	17
<b>ARTICLE.24. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT</b>	<b>18</b>
24.1. AVANCE	18
24.2. PERIODICITE DE FACTURATION	18
24.3. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES	18
24.4. MENTIONS DEVANT FIGURER SUR LES FACTURES	18
24.5. MENTIONS SUPPLEMENTAIRES POUR LES COMMANDES DANS LES DROM	19
24.6. INFORMATION COMPLEMENTAIRE CONCERNANT LA FACTURATION	19
24.7. MODALITES DE REGLEMENT	19
<b>ARTICLE.25. SOUS-TRAITANCE</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE.26. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE.27. ASSURANCE ET RESPONSABILITE</b>	<b>21</b>
27.1. ASSURANCE	21
27.2. RESPONSABILITE	21
<b>ARTICLE.28. PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE.29. RESILIATION</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE.30. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE.31. CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>22</b>
31.1. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	22
31.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	22
<b>ARTICLE.32. LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE.33. DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	<b>23</b>

## ARTICLE.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la fourniture d'appareils d'automesure tensionnelle (AMT) et la réalisation de prestations associées.

## ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1. Procédure de passation

La consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

En tant que Caisse Nationale, la CNAM est habilitée à passer des accords-cadres pour le compte des d'organismes en application de l'article L. 224-12 du code de la Sécurité Sociale, modifié par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009.

La CNAM est ainsi l'organisme en charge de la passation de la procédure pour le réseau de l'Assurance Maladie (CPAM, CCSS de la Lozère, CGSS et CSS de Mayotte).

### 2.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire à prix unitaires en application des articles L. 2125-1 1° du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-4 2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 754 139,00 € TTC.

L'accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-2, R.2162-5, R.2162-6 et R. 2162-13.

## ARTICLE.3. VARIANTES ET OPTIONS

L'accord-cadre ne comporte pas de variante imposée. Les variantes libres sont interdites.

L'accord-cadre ne comporte pas d'option.

## ARTICLE.4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre est d'une durée ferme de trois (3) ans à compter de sa date de notification.

Les bons de commande peuvent être émis durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande émis avant l'expiration de l'accord-cadre continuent à produire leurs effets au-delà de la date d'expiration dudit accord-cadre, dans la limite des durées maximales précisées à l'article 9.2 du présent CCAP.

## ARTICLE.5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière :
  - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Exemple de fichier au format CSV exporté depuis « ameli pro » ;
  - Annexe 2 : Pantone.
- Les bons de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre ;
- Les éventuelles modifications à l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021. (*Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe à l'accord-cadre, est réputée parfaitement connue des parties.*) ;
- Le mémoire technique du Titulaire.

## **ARTICLE.6. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les lieux d'exécution des prestations sont définis au CCTP.

## **ARTICLE.7. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET DES PRESTATIONS ASSOCIEES**

Les fournitures et les prestations associées doivent être conformes aux spécifications minima précisées dans le CCTP et aux caractéristiques données par le Titulaire dans le cadre de son offre.

## **ARTICLE.8. ARTICULATION DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est passé par la CNAM pour le compte des CPAM, de la CCSS de la Lozère, des CGSS et de la CSS de Mayotte en application de l'article L. 224-12 du Code de la santé publique.

A ce titre, elle coordonne de manière générale l'exécution de l'accord-cadre et intervient dans les cas suivants :

- Pilotage global des prestations ;
- Prestations associées ;
- Respect des normes ;
- Conditions de livraison ;
- Modalités d'émission des bons de commande ;
- Modalités de règlement ;
- Pénalités ;
- Vérification et admission des fournitures ;
- Actualisation des prix ;
- Assurance et responsabilité ;
- Avenants ;
- Confidentialité et RGPD ;
- Garanties ;
- Litiges et attribution de compétence ;
- Suivi statistique ;
- Références commerciales ;
- Résiliation.

Cette liste est donnée à titre indicatif et n'est pas limitative.

## **ARTICLE.9. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS**

### **9.1. MODE DE PASSATION DES COMMANDES AU TITULAIRE**

Les bons de commande dûment complétés doivent être notifiés au Titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations.

#### **9.1.1. Pour les appareils destinés aux médecins généralistes**

Les modalités de transmission des commandes sont décrites au CCTP.

La transmission de la commande par la CNAM vaut passation de la commande.

#### **9.1.2. Pour les appareils destinés aux Centres de santé**

Les modalités de transmission des commandes sont décrites au CCTP.

La transmission de la commande par la CNAM vaut passation de la commande.

### **9.2. DELAIS**

### **9.2.1. Délai de livraison des appareils destinés aux médecins généralistes**

Les délais de livraison sont prévus dans le CCTP.

### **9.2.2. Délai de livraison des appareils destinés aux Centres**

Les délais de livraison sont prévus dans le CCTP.

### **9.2.3. Calendrier d'exécution des prestations**

Le planning d'exécution des prestations est validé par la CNAM et le Titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations lors de la réunion de cadrage qui détermine de façon certaine un calendrier d'exécution.

## **ARTICLE.10. MODALITES DE LIVRAISON**

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage.

Toutefois, pour les CGSS et la CSS de Mayotte, les frais de transport jusqu'au lieu de livraison sont fixés sur la base des tarifs renseignés à l'annexe financière à l'Acte d'Engagement.

En tout état de cause, les frais supplémentaires et risques afférents au transport des fournitures demeurent à la charge du Titulaire, conformément aux stipulations des pièces particulières.

Les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison indiquant notamment :

- La date de commande correspondant à la date de réception par le Titulaire du bon de commande ;
- La date d'expédition des fournitures ;
- La date et le numéro du bon de commande correspondant ;
- Le contenu de la livraison et les coordonnées du médecin ou du centre de santé destinataire ;
- Le numéro du bon de livraison et la date de livraison et la signature du destinataire.

Le bon de livraison signé par le destinataire (médecin généraliste ou un représentant du centre de santé) est joint impérativement à la facture de la commande.

## **ARTICLE.11. VERIFICATION, ADMISSION DES FOURNITURES ET TRANSFERT DE PROPRIETE**

Par dérogation aux dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS, le médecin ou le centre de santé dispose d'un délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la date de livraison figurant sur le bon de livraison, pour signaler au Titulaire ses éventuelles réserves sur les quantités livrées et/ou sur la qualité des colis reçus.

Passé ce délai, les fournitures sont réputées admises et ce, sans établissement d'un procès-verbal.

Il est entendu qu'une expédition défectueuse, ou dont les quantités ne correspondent pas à la commande, est assimilée à une inexécution de son obligation de résultat par le Titulaire et à un retard dans la livraison, ouvrant applications aux pénalités stipulées à l'article 21 du présent CCAP.

Les pénalités sont donc applicables dès la constatation de la défectuosité ou de la non-conformité de la livraison par le médecin, le centre de santé et le colis est retourné aux frais du Titulaire.

Dans tous les cas, le remplacement est effectué gratuitement.

Conformément à l'article 31 du CCAG-FCS, le transfert de propriété des fournitures est réalisé par l'admission.

## **ARTICLE.12. QUALITE DES AMT**

Le Titulaire s'engage à ce que les performances des fournitures présentées dans son offre aient un caractère d'obligation de résultat minimum au regard des spécifications techniques fixées dans le CCTP.

Il s'engage, en outre, à ce que les performances des fournitures ne subissent aucune dégradation durant toute la période d'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 29 du CCAP.

## **ARTICLE.13. GARANTIES**

### **13.1. PERENNITE DES LIVRAISONS**

Le Titulaire s'engage à assurer la fourniture des matériels pendant toute la durée du présent accord-cadre.

### **13.2. DUREE DE LA GARANTIE**

La durée de la garantie est de deux (2) ans minimum par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS.

### **13.3. GARANTIE DES VICES CACHES**

Il est entendu entre les parties que l'article 11 du présent CCAP ne fait pas obstacle à l'application de la garantie légale des vices cachés.

En conséquence, le Titulaire reconnaît devoir se conformer aux dispositions du Code civil en matière de garantie des vices cachés.<sup>1</sup>

A ce titre, le Titulaire fournit les informations nécessaires conformément à la législation française en vigueur.

### **13.4. GARANTIE CONTRE LES ACTIONS DES TIERS**

Le Titulaire garantit qu'il est dûment autorisé à conclure le présent accord-cadre et garantit que les AMT ne portent atteinte à aucun brevet ou autre droit de propriété d'un quelconque tiers.

En conséquence, le Titulaire s'engage à défendre, à ses frais, à garantir et à indemniser la CNAM pour toute action qui leur serait intentée relative au fait que l'utilisation des AMT porterait atteinte à un tel brevet ou autre droit de propriété sous réserve que la CNAM informe le Titulaire dans les délais les plus brefs et par écrit de toute réclamation sur ce sujet par un tiers.

La CNAM reste libre de s'associer à une telle action à ses propres frais.

### **13.5. RESILIATION DE DROIT DE L'ACCORD-CADRE**

Si un jugement définitif ou une décision administrative fait interdiction de commercialiser et/ou d'utiliser les AMT, cette décision s'impose aux parties au présent accord-cadre et emporte de plein droit la résiliation de l'accord-cadre.

## **ARTICLE.14. Obligations du Titulaire**

### **14.1. OBLIGATION DE RESULTAT**

#### **14.1.1. Généralités**

Toutes les fournitures, les documents écrits ou graphiques remis dans le cadre des prestations doivent être examinés par le Titulaire, lequel doit signaler toute erreur ou omission qu'il aurait relevée.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, en sa qualité de sachant, de toute anomalie ou insuffisance quant aux conditions d'exécution indiquées ainsi que de toute erreur ou omissions, imprécision et contradiction qu'il aurait relevé dans les différents documents du cahier des charges et dont il n'aurait pas fait état en phase de consultation.

Pour l'ensemble des prestations objets de l'accord-cadre, le Titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les conditions financières et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

---

<sup>1</sup> Notamment les articles 1641, 1642 et 1648 du Code civil. Cette liste n'est pas limitative.

À ce titre, il s'engage notamment à :

- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Respecter les délais d'exécution demandés ;
- Observer les modalités de suivi et de pilotage ;
- Demander à la CNAM toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Reprendre tous les points pour lesquels la CNAM a opposé des remarques et dans les délais émis par la CNAM, conformément aux documents régissant le présent accord-cadre.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter les prestations et assurer sa bonne fin. Le Titulaire est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution des prestations peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la CNAM ou à des tiers.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, le Titulaire rend compte à la CNAM dans le cadre des réunions de pilotage, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite des prestations. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Le Titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de la CNAM.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP.

De la même manière, la CNAM se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation aux torts du Titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

#### **14.1.2. En cas de sous-traitance**

Pour l'ensemble de ses obligations, le Titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent accord-cadre.

### **14.2. OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE**

#### **14.2.1. Composition de l'équipe du Titulaire**

Le Titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité les intervenants désignés par lui pour la bonne réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Il confie l'exécution des tâches à du personnel possédant les qualifications professionnelles requises, et s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Le Titulaire est responsable de la formation de son personnel (y compris les remplaçants) sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire ou de son représentant (réfèrent) désigné conformément aux stipulations du présent CCAP.

Les personnels du Titulaire ne sont autorisés à faire usage du matériel de la CNAM qu'en présence d'un préposé de la CNAM, sauf autorisation expresse de celui-ci. Dans ce cas, le Titulaire est responsable de la bonne utilisation des matériels mis à sa disposition.



La CNAM vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du Titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués.

L'équipe proposée par le Titulaire est réputée acceptée si la CNAM ne récuse aucun des profils dans un délai de trente (30) jours ouvrés suivant sa mise à disposition.

#### **14.2.2. Changement d'intervenants du Titulaire**

Dans tous les cas, le remplacement d'un intervenant du Titulaire ne peut justifier une augmentation des conditions financières des prestations.

- **Changement d'intervenants à l'initiative du Titulaire**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, toute modification relative à la composition de l'équipe chargée de l'exécution des prestations, y compris le référent, doit être portée, dans la mesure du possible, à la connaissance de la CNAM au moins quinze (15) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification.

Le Titulaire communique impérativement les motifs de cette modification ainsi que les profils et les compétences du ou des nouveaux intervenants.

Le remplaçant proposé doit avoir une compétence et une expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant qu'il remplace et, dans tous les cas, conformes aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise par ce changement.

La CNAM vérifie l'adéquation du profil et des compétences du remplaçant au regard de l'offre du Titulaire et se réserve le droit de le récuser s'il ne correspond pas au profil et compétence indiqués.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la CNAM ne le récuse pas dans un délai correspondant aux quinze (15) premiers jours ouvrés de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant.

Si la CNAM récuse le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la CNAM.

- **Récusation d'un intervenant par la CNAM**

Pendant toute la durée du marché, la CNAM se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toute personne ne possédant pas les compétences souhaitées. La CNAM peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois informé par la CNAM, le Titulaire dispose de dix (10) jours ouvrés maximum pour présenter un profil permettant d'assurer le remplacement de la personne incriminée. Le nouveau profil fait l'objet d'une validation expresse par la CNAM.

- **Conséquences d'un défaut de présentation d'un profil adapté**

Dans tous les cas, changement d'intervenant à l'initiative du Titulaire ou récusation par la CNAM d'un intervenant ou de son remplaçant, le Titulaire encourt une pénalité s'il est dans l'incapacité de présenter un intervenant disposant d'un profil adapté et si cette incapacité entraîne un retard dans la reprise de la prestation.

Conformément aux stipulations du présent CCAP, cette pénalité est appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation.

Si, après une deuxième récusation par la CNAM, le Titulaire n'est pas en mesure de proposer un remplaçant disposant d'un profil adapté, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.1 h) du CCAG-FCS.

#### **14.2.3. Accès aux sites**

Tout intervenant du Titulaire doit être en mesure de justifier, dès son entrée dans les locaux ou dans l'enceinte de la CNAM, de son affiliation à la société du Titulaire soit par une carte professionnelle, soit par tout autre document émanant du Titulaire.

Le Titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux de la CNAM se doit de respecter durant sa présence sur le site de la CNAM, le règlement intérieur ainsi que les consignes de sécurité applicables.

Le défaut d'application par le Titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

#### **14.2.4. Sécurité informatique**

Le Titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et à l'ensemble des mesures de sécurité définies par la CNAM ou s'imposant à ce dernier.

Le Titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les stipulations du présent marché.

#### **14.3. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE**

Le Titulaire doit répondre à l'obligation permanente de conseil et de mise en garde la plus stricte concernant l'exécution du présent accord-cadre.

À ce titre, il s'engage notamment à répondre à toute demande de renseignements émanant de la CNAM et à lui communiquer tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent accord-cadre.

De même, le Titulaire signale les difficultés et les risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire est tenu de signaler à la CNAM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans les pièces particulières pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du présent accord-cadre.

#### **14.4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE – SECRET MEDICAL - SECRET DES AFFAIRES**

##### **▪ Obligation de confidentialité**

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché.

En complément de ces dispositions, la CNAM peut, à tout moment, demander au Titulaire de lui restituer les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le Titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le Titulaire à la CNAM.

Le non-respect de ces dispositions est sanctionné par les pénalités prévues au présent CCAP.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, le Titulaire s'expose à la résiliation du présent marché en application des stipulations du présent CCAP.

La CNAM s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

##### **▪ Secret médical**

Les informations obtenues dans le cadre des prestations du marché sont couvertes par le secret professionnel. Les personnels du Titulaire et personnels sont tenus au secret médical prévu par les dispositions du Code de la santé publique (articles L1110 et R4127-4 notamment).

- Secret des affaires

Le Titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le Titulaire encourt en cas de manquement grave ou répété, la résiliation à ses torts du présent marché.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le Titulaire consent, en application de l'article L151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de présent accord-cadre puissent être divulgués par la CNAM à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées.

La CNAM s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

La CNAM informe le Titulaire par courriel quinze (15) jours ouvrés avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à la CNAM toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

#### **14.6. OBLIGATION LIEE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article 5.2. du CCAG-FCS, le Titulaire s'engage, dans le cadre du présent marché et dans les conditions prévues au présent CCAP, à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Les stipulations relatives au traitement des données à caractère personnel, peuvent être complétées en tant que de besoin pendant toute la durée du marché.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un acte modificatif par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par la CNAM.

En cas de méconnaissance des règles applicables, il peut être fait applications des stipulations du présent CCAP.

De même, en cas de manquement par le Titulaire à ses obligations contractuelles, le présent accord-cadre peut être résilié dans les conditions définies au présent CCAP.

### **ARTICLE.15. Modification du marché**

#### **15.1. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer la CNAM par écrit et communiquer son nouveau numéro unique d'identification (SIREN, SIRET ou un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel le Titulaire est inscrit), dans les plus brefs délais

#### **15.2. CESSIION DU MARCHE**

Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CNAM.

En application de l'article R2194-6 2° du code de la commande publique, dans le cas d'une opération de restructuration du Titulaire initial, le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une cession, sous réserve que le cessionnaire satisfait aux conditions d'attribution du marché public et présente des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

La cession du marché public est globale.

Le Titulaire doit en informer la CNAM dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Le numéro unique d'identification de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales (en application de l'article R2143-7 du Code de la commande publique) ;
- Une attestation sur l'honneur dûment signée indiquant que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise (et non par son courtier) ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis de marché et le règlement de la consultation du présent marché.

La cession de l'accord-cadre, est formalisée au travers d'un acte modificatif constatant le transfert au nouveau Titulaire.

Cet acte modificatif est signé par la CNAM, le Titulaire et le cessionnaire.

### **15.3. CLAUSE DE REEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications sont susceptibles d'être apportées au présent accord-cadre dans les hypothèses suivantes :

- En cas de changement de dénomination sociale du Titulaire ;
- En cas de réévaluation à hauteur de 20 % du montant maximum du présent accord-cadre ;
- En cas de prolongation de la durée initiale de l'accord-cadre pour une durée supplémentaire n'excédant pas douze (12) mois.
- En cas de modification des stipulations relatives au traitement des données à caractère personnel.

Les modifications résultant de la mise en œuvre de cette clause de réexamen ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement l'objet de l'accord-cadre.

À l'issue de cette procédure de réexamen, l'accord des deux parties est matérialisé par :

- Une notification de la CNAM dans les cas suivants :
  - Le changement de dénomination sociale du Titulaire ;
  - La mise en œuvre de la clause d'actualisation des prix ;
  - La réévaluation de 20% du montant maximum du présent marché ;
  - La prolongation de la durée de l'accord-cadre pour une durée n'excédant pas douze (12) mois ;
  - La modification des stipulations relatives au traitement des données à caractère personnel figurants au présent CCAP.
- Un acte modificatif précisant les modalités de mise en œuvre des nouvelles prestations et, le cas échéant, leurs incidences financières, dans les autres cas.

## **ARTICLE.16. DOCUMENTATION**

Chaque AMT doit être accompagné d'une notice explicative rédigée en langue française.

De plus, le Titulaire cède au bénéfice de la CNAM, des médecins, et des centres de santé, tous les droits de propriété énumérés ci-après :

- Droit de reproduction sur tout support connu à la date de notification de l'accord-cadre ou en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Droit de représentation par quelque procédé que ce soit.

## **ARTICLE.17. SUIVI STATISTIQUE**

Le Titulaire s'engage à fournir un reporting dans les conditions décrites au CCTP.

## **ARTICLE.18. RESPECT DES NORMES**

Le Titulaire assure la CNAM que les AMT respectent l'ensemble des normes et certifications françaises, européennes et internationales applicables connues au jour de la notification du présent accord-cadre.

Ces AMT devront pouvoir s'adapter et ce, pendant toute la durée d'exécution du présent accord-cadre, aux éventuelles nouvelles normes dès leur publication.

Le non-respect de cette clause est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre.

## **ARTICLE.19. REFERENCES COMMERCIALES**

Le Titulaire ne peut faire référence au présent accord-cadre, qu'après avoir sollicité l'accord préalable et obtenu l'autorisation expresse de la CNAM.

Cette autorisation doit être renouvelée à chaque occurrence par le Titulaire.

## **ARTICLE.20. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES**

### **20.1. CONFIDENTIALITE**

- **Définition :**

Le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

- **Propriété :**

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

- **Obligations du(es) Titulaire(s) :**

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution des prestations ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Procéder à la destruction, en fin de marché, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

- **Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause :**

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

- **Limites de responsabilité :**

Le Titulaire n'est pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire doit demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné.

A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie n'est responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

## **20.2. CONFLIT D'INTERETS**

Le Titulaire prend toutes mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective des prestations.

Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques, de liens ou toutes autres relations ou tous intérêts communs et notamment de neutralité par rapport à une action de conseil déjà menée sur le domaine concerné au niveau d'un accord-cadre précédent.

Tout conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution du présent accord-cadre doit être signalé sans délai et par écrit à la CNAM. En cas de conflit de cette nature, le Titulaire prend immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe la CNAM.

La CNAM se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

Le Titulaire s'assure que les membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. Il remplace immédiatement, et sans exiger de la CNAM une quelconque compensation, tout membre de son personnel qui serait exposé à une telle situation.

Le Titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance.

Le Titulaire répercute toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction, ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du présent accord-cadre. Le Titulaire déclare qu'il n'a pas fait, et s'engage à ne pas faire d'offre, de quelque nature que ce soit, dont un avantage pourrait être tiré au titre d'un bon de commande.

Le Titulaire répercute toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction, ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du présent accord-cadre.

Par ailleurs, dans le cas où le Titulaire aurait eu à connaître d'un dossier au titre d'une commande précédente et si la CNAM, estime que la nature des prestations qu'il a effectuées est de nature à remettre en cause son devoir d'impartialité, il devra justifier à la CNAM l'inexistence de conflit d'intérêts (justification des méthodes et mesures mises en œuvre pour garantir l'absence de conflit d'intérêts). Le Titulaire en est avisé par lettre motivée.

### **20.3. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES**

L'exécution du présent accord-cadre peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CNAM au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 06 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement*<sup>2</sup> ».

Dans les situations où l'exécution de l'accord-cadre place le Titulaire en situation de sous-traitance au sens de la réglementation précitée, celui-ci doit notamment :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données<sup>3</sup>) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CNAM, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CNAM ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter une aide à la CNAM, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc.<sup>4</sup>) ;
- Mettre à disposition de la CNAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CNAM de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer la CNAM de toute instruction qui pourrait constituer, une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée<sup>5</sup> ;
- Notifier à la CNAM, au plus tard dans les 48h, toute suspicion de violation de données accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations<sup>6</sup> ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM<sup>7</sup>.

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CNAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CNAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à la CNAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CNAM (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;

---

<sup>2</sup> Article 4 RGPD

<sup>3</sup> Article 32 RGPD

<sup>4</sup> Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD

<sup>5</sup> Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018

<sup>6</sup> Art. 33 RGPD

<sup>7</sup> Art. 30.2 RGPD

- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la CNAM, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un<sup>8</sup>.

## **ARTICLE.21. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la CNAM se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### **21.1. PENALITES POUR RETARD DANS LES LIVRAISONS**

Le Titulaire encourt, à chaque constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de vingt (20) € par jour ouvré de retard dans la livraison d'une commande.

### **21.2. PENALITES POUR NON-EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE**

Le Titulaire encourt, à chaque constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant égal au montant du bon de commande non-exécuté. Un retard de plus de trente (30) jours ouvrés imputable au Titulaire est considéré comme une non-exécution d'un bon de commande

### **21.3. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE**

En cas de travail dissimulé, en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, la CNAM, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte à la CNAM la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de trois cent (300) € par jour ouvré de retard.

En outre, la CNAM se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou l'accord-cadre sera résilié sans indemnités aux frais et risques du Titulaire.

### **21.4. CUMUL DE PENALITES**

Les pénalités ci-avant définies sont cumulables. Elles sont plafonnées à dix (10) % maximum du montant T.T.C de l'accord-cadre. Au-delà, la CNAM peut résilier celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois, sans indemnités.

Les pénalités seront déduites automatiquement, par la Cnam, des factures présentées par le Titulaire.

## **ARTICLE.22. FORME ET CONTENU DES PRIX**

### **22.1. GENERALITES**

Les prix établis au sein de l'annexe financière à l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre sont unitaires et ajustables.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation des prestations.

Les prix sont réputés établis sur la base du tarif en vigueur à la date de remise de l'offre.

### **22.2. SPECIFICITES RELATIVES AUX COMMANDES EN FRANCE METROPOLITAINE**

---

<sup>8</sup> Art. 37 RGPD



Les prix sont exprimés en euros (€), HT et TTC, avec indication du taux de TVA applicable. La TVA applicable est celui en vigueur à la date de facturation.

Outre les dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telle que définie dans le CCTP (notamment la gestion des colis non-réclamés.

### **22.3. SPECIFICITES RELATIVES AUX COMMANDES DANS LES DROM**

Pour le prix de l'AMT à destination des DROM, le prix est constitué de deux composants :

- Le prix de l'AMT H.T. hors acheminement, ce prix contient l'ensemble des dispositions décrites au 21.2 en dehors de la TVA ;
- Les « autres coûts » qui comprennent le transport jusqu'à la destination finale, les coûts éventuels de droits additionnels, la TVA le cas échéant, les taxes locales perçues comme droits de douane, octroi de mer, etc.

## **ARTICLE.23. AJUSTEMENT DES PRIX**

Les prix des AMT sont ajustable par le Titulaire sur la base du prix unitaire en € H.T de l'AMT et arrondis à deux (2) décimales après la virgule.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de notification de l'accord-cadre, ce mois est appelé « mois zéro ».

Le prix des fournitures est ferme la première année puis ajustable chaque année suivante, à la date d'anniversaire de la date de notification de l'accord-cadre.

Les ajustements, à la hausse et à la baisse, n'ont pas à être constatées par avenant. Le Titulaire doit produire une annexe financière (BPU) actualisé à chaque occurrence.

Toute modification des prix du présent accord-cadre, à la hausse et à la baisse, est automatiquement communiquée par le Titulaire à la CNAM.

### **23.1. AJUSTEMENT A LA HAUSSE**

En cas d'ajustement à la hausse, le Titulaire s'engage à fournir à la CNAM les justificatifs expliquant les motifs de la hausse.

Le Titulaire s'engage à communiquer ses nouveaux prix, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire de la date de notification de l'accord-cadre, par tout moyen permettant de donner date certaine à ladite communication.

### **23.2. AJUSTEMENT A LA BAISSSE**

En cas d'ajustement à la baisse, elle produit un effet immédiat durant le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à communiquer à la CNAM cette baisse dès qu'elle est effective.

A des fins de vérification, la CNAM peut, à tout moment, et pendant l'exécution du présent accord-cadre, demander la production dudit catalogue.

### **23.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Si l'augmentation annuelle du prix unitaire des AMT est supérieure à 5%, la CNAM se réserve le droit de résilier la partie non exécutée des prestations de l'accord-cadre sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, dans les conditions prévues à l'article 29 du présent CCAP.

## ARTICLE.24. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

### 24.1. AVANCE

Sans objet.

### 24.2. PERIODICITE DE FACTURATION

Les prestations sont facturées mensuellement, à terme échu, après constatation du service fait.

### 24.3. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D. 2192-1 et suivants, R. 2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures et les annexes sous forme électronique.

**Nota** : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse :** <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro. La CNAM informe le Titulaire du rejet de sa facture par courriel ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, La CNAM informe le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invite à réadresser via le portail une facture et son annexe dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire doit, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET de la CNAM : 18003502402369;
- Le code service : SERVICE\_FACTURIER ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE.

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro de l'accord-cadre tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire peut consulter:

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

### 24.4. MENTIONS DEVANT FIGURER SUR LES FACTURES

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes à l'accord-cadre :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Le numéro du présent accord-cadre ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'Acte d'Engagement ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le prix en € HT ;

Chaque commande fait l'objet d'une ligne de saisie sur la facture.

La saisie ligne à ligne de chaque commande devra comporter les éléments suivants :

- Le nom, l'adresse et le numéro professionnel du médecin, du centre de santé livré ;
- Les numéros et dates des bons de commande;
- Les dates de livraison figurant sur le bon de livraison signé par le destinataire (preuve de livraison) ;

- Le nombre d'AMT ;
- Le prix HT de commande.

En fin de facture, les totaux suivants seront portés :

- Le prix total en € HT ;
- Le nombre total d'AMT ;
- Le taux de TVA applicable et son montant ;
- Le prix total de la facture en € TTC

#### **24.5. MENTIONS SUPPLEMENTAIRES POUR LES COMMANDES DANS LES DROM**

Chaque commande fait l'objet d'une saisie sur 2 lignes : la première contient les indications décrites ci-dessus et la seconde mentionne les autres coûts visés dans les stipulations des pièces particulières et à l'annexe financière à l'Acte d'Engagement.

En fin de facture, les totaux suivants sont portés :

- Le total des « autres coûts » ;
- Le prix total de la facture (AMT en € HT + autres coûts) en € TTC.

#### **24.6. INFORMATION COMPLEMENTAIRE CONCERNANT LA FACTURATION**

Le Titulaire joint à la facture une annexe comprenant le récapitulatif des bons de livraison signés par les destinataires portant les indications spécifiées dans les stipulations des pièces particulières.

Les bons de livraison signés par le destinataire doivent pouvoir être consultés par la CNAM dès l'envoi de la facture pour vérification du service fait.

#### **24.7. MODALITES DE REGLEMENT**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CNAM se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la caisse de rattachement des prestations dans les conditions prévues au présent accord-cadre.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la caisse de rattachement en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

### **ARTICLE.25. SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de la CNAM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R2193-1 à R2193-16 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du(des) sous-traitant(s), le Titulaire adresse à la CNAM, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État (PLACE), une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R2193-1 du Code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du(des) sous-traitant(s) proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au(x) sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du(des) sous-traitant(s) sur lesquelles le Titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro unique d'identification (n° SIRET), s'il est établi en France ou, s'il n'est pas établi en France, de la preuve d'une inscription à un registre du commerce et des sociétés ou équivalent.
- Du relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant.

Le Titulaire établit, en outre, qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le Titulaire et par la CNAM.

L'acte spécial reprend tous les éléments contenus dans la déclaration et indique pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Remarque : en cas de sous-traitance, l'entreprise principale, Titulaire du marché, demeure personnellement responsable vis-à-vis de la CNAM de l'exécution de toutes les prestations résultant du marché, y compris les prestations sous-traitées. En particulier, le Titulaire assure la pleine et entière responsabilité des prestations sous-traitées, le suivi et la coordination des opérations, le respect des consignes de sécurité par le sous-traitant, les éventuels recours en garantie, la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant.

## **ARTICLE.26. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française ;
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, l'accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

## **ARTICLE.27. ASSURANCE ET RESPONSABILITE**

### **27.1. ASSURANCE**

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CNAM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés au cours du transport.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNAM et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s).

### **27.2. RESPONSABILITE**

La police d'assurance couvre tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun.

Le Titulaire garantit la CNAM contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de son personnel lors du transport, notamment en cas de dommages aux biens et aux personnes.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, confirmé par expertise, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de la CNAM, le Titulaire doit remettre en état l'équipement sinistré, ou le remplacer en en supportant intégralement la charge. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

Si le délai proposé, pour la répartition et le remplacement de l'équipement concerné, n'est pas compatible avec les nécessités du service public et si des solutions temporaires acceptables ne peuvent être trouvées, le présent accord-cadre est résilié de plein droit à la date du sinistre.

## **ARTICLE.28. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE.29. RESILIATION**

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

Outre les cas de résiliation décrits au chapitre 7 du CCAG-FCS et au présent accord-cadre, l'accord-cadre peut notamment être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Si les prestations se révélaient insuffisantes ou non conformes aux stipulations du présent accord-cadre ;
- En cas de défaut de régularisation de la situation fiscale et sociale ;
- En cas de non-respect de la loi sur la lutte contre le travail dissimulé.

De plus, la CNAM se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre à tout moment avec un préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation par la CNAM pour motifs d'intérêt général, le Titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant maximal en € H.T, diminué du montant en € H.T des prestations admises, un pourcentage égal à 2%.

D'autre part, en cas d'inexactitude de documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il est fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire, la CNAM se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre au frais et risques du Titulaire, conformément

aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

La réalisation aux frais et risques du Titulaire est alors retenue sur le montant maximal de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

## **ARTICLE.30. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents et factures doivent être rédigés en français.

## **ARTICLE.31. CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Par dérogation à l'article 16.2.3. du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué de pénalités au Titulaire en cas de manquement aux obligations décrites aux articles *infra*.

### **31.1. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, tels que :

- La limitation de la pollution liée au transport en privilégiant les transports en commun, et en adoptant une attitude éco responsable ;
- En privilégiant le recours à des moyens issus de l'économie circulaire, recyclé ou ayant un taux de recyclable élevé ;
- En limitant les impressions de documents à celles qui sont strictement nécessaires ;
- En réalisant toutes les impressions de documents en noir et blanc et bannir les impressions couleur, sauf en cas de nécessité pédagogique ;
- En imprimant les documents en recto verso ;
- En privilégiant au maximum les échanges électroniques.

### **31.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire s'engage :

- A mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main d'œuvre est employée ;
- A respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée, à savoir :
- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
  - La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
  - La convention sur le travail forcé (C29, 1930),
  - La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
  - La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951),
  - La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958),
  - La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973), -
  - La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

## **ARTICLE.32. LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec la CNAM est celle exposée au seul chapitre 8 du CCAG-FCS.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces difficultés, avant de saisir un tribunal. En cas de persistance du différend, la CNAM et/ou le Titulaire peut recourir soit à une transaction, conformément aux articles L. 2197-5 du Code de la commande publique et 2044 du Code civil.

En cas d'échec de la conciliation amiable, le tribunal compétent pour traiter les litiges nés de l'exécution du présent accord-cadre est :

**Greffes du tribunal administratif de Paris :**

sis au 7, rue de JOUY, F-75181 Paris cedex 04

**Site internet :** <http://www.ta-paris.juradm.fr>

**Courriel :** [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

**Tél. :** 01 44 59 44 00

**Fax :** 01 44 59 46 46

## ARTICLE.33. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogations au CCAG-FCS	Article du CCAP
4.1	5
30	11
33	13.2
3.4.3	14.2.2
14	21
10.1.3	23.2
Chapitre 7	29
42	29
16.2.3	31